INFORMER, DIALOGUER

Combien de fois nous a t-on reproché de ne faire entendre notre voix qu'au moment des élections, la plupart du temps pour demander un "coup de main"?
Même quand nous prenons le temps d'étudier un projet (type l'aménagement du terrain Fenwick dans le quartier Caruel de St Martin), notre point de vue, publié dans la presse locale, est parfois méconnu de nos sympathisants.
Est-il normal qu'entre deux scrutins où nous vous faisons appel pour tenir un bureau de vote, qu'entre deux élections municipales où vous acceptez d'être candidats, vous ne receviez des informations que lors d'une rencontre dans la supérette du coin ?
D'où l'idée de cette modeste feuille destinée à vous informer régulièrement.
Et à recueillir votre avis. Faites nous part de vos points de vue, de vos satisfactions et de vos déceptions, de vos colères.
C'est ENSEMBLE que nous devons élaborer les solutions pour demain.
Venez agir et débattre avec nous.

Armel DISSART

Prochaines réunions de la section :

- mardi 5 octobre
- mardi 9 novembre
- mardi 7 décembre

à 20 h 45

salle habituelle de l'ancienne mairie au 50 rue de Versailles.

SAMEDI 9 OCTOBRE 1999 à CONFLANS STE HONORINE

FETE DU P.S. DES YVELINES

14 h 30 : ouverture
15 h30-18 h : - tables rondes
- Quelle démocratie dans nos villes?
(Bernard POIGNANT
Julien DRAY, Frédérique BREDIN)
- Solidarité et citoyenneté
(Marisol TOURAINE, A. HAZAN)
- espace info rencontre
- espace image

18 h-20 h : set musical
20 h : interventions de
Jean-Paul HUCHON
et **François HOLLANDE**
21 h : repas
22 h 30 : piano bar
23 h 30 : soirée dansante

Entrée gratuite l'après-midi
Participation au repas du soir : 100 f
Possibilité de se regrouper par voitures au départ du Chesnay.

Réservations et renseignements :
01 39 55 15 85

Adresses utiles :

Sécrétaire de section :
Armel DISSART
26 rue Caruel de Saint-Martin
appt n° 2313
78150 LE CHESNAY
Tél.: 01 39 55 15 85
Conseiller municipal :
Jean MAILLEFER
2 rue Corneille
78150 LE CHESNAY
Tél. : 01 39 54 41 77

Lettre d'information n° 1 septembre 1999

PARTI SOCIALISTE
Section du Chesnay

Jean MAILLEFER nouveau conseiller municipal

Pour remplacer Jean BLOCQUAUX qui a démissionné (il n'habite plus Le Chesnay), c'est donc Jean MAILLEFER qui a été appelé puisque les deux suivants immédiats de la liste (Nicolas ETIENNE et Loïc SIMON) ont également quitté la commune.

On ne présente plus Jean MAILLEFER ! Ex-tête de liste aux municipales, ex-candidat aux cantonales et ex-sécrétaire de section, ce fringant retraité a été de tous les combats et c'est peu de dire que la gauche Chesnaysienne lui doit beaucoup.

Sa présence assidue à nos réunions mensuelles de section va nous assurer une bonne connaissance des dossiers locaux et nous permettre de travailler en commun en associant militants et sympathisants.

Vous, qui êtes intéressés par le devenir du Chesnay et celui de la gauche locale, venez encourager par votre présence notre nouveau représentant lors des réunions du conseil municipal.

SOMMAIRE :

GAUCHE / DROITE : LA VERITE SUR LES IMPOTS *pages 2 et 3*

LA FETE DU P.S. DES YVELINES *page 4*

IMPOTS :
RETOUR SUR LES CHIFFRES... LES VRAIS

La mauvaise foi des dirigeants de droite oblige à rappeler un certain nombre de faits, passés et présents.

LA DROITE C'EST :

- Des prélèvements sociaux et fiscaux en hausse de 200 milliards, soit 2,5 points de PIB ;
- L'augmentation de la C.S.G. sans contrepartie de l'ordre de 43 milliards sous le gouvernement Balladur ;
- L'augmentation de la TVA de 55 milliards sous le gouvernement Juppé ;
- La création du RDS ;
- L'augmentation des cotisations maladie pour les retraités, dans le cadre du plan Juppé.

LA GAUCHE C'EST : de nouvelles baisses d'impôts en 2000 :

. **baisse ciblée de TVA** (elle va passer de 20,6 % à 5,5 %) sur les travaux d'entretien des logements à partir du 15 septembre 1999 (19 milliards de francs en 2000) et sur les services à domicile (1/01/2000);

. **baisse des droits de mutation sur l'immobilier** d'habitation, à partir du 15 septembre également : 5 milliards d'économie pour les futurs propriétaires;

. **baisse** supplémentaire de la part salariale de **la taxe professionnelle** : 2 milliards;

. **suppression du droit au bail** (qui représente 2,5 % du prix du loyer) dès le 1er janvier 2000 pour les locataires payant moins de 2500 francs par mois, soit 80 % d'entre eux; en 2001 pour les autres;

. **suppression** d'une cinquantaine **de micro-taxes**.

LA GAUCHE, C'EST :

- **Des prélèvements sociaux et fiscaux stabilisés en 1998 et 1999 ;**
- **Une pression fiscale plus forte sur les milieux financiers et les grandes entreprises :**
  . Majoration de l'impôt sur les sociétés : 12 milliards ;
  . Elargissement de l'assiette de la CSG aux revenus financiers : 20 milliards ;
  . Réforme du quotient familial pour les familles les plus aisées : 3,9 milliards ; Seuls 425 000 foyers fiscaux, soit 3 % des assujettis à l'impôt sur le revenu, sont perdants en 1999;
  . Lutte contre l'évasion fiscale des grandes fortunes et relèvement du taux maximum d'imposition de l'ISF : 2 milliards .
- **Une pression fiscale en baisse pour l'immense majorité des ménages :**
  . En 1999, les impôts des ménages, hormis ceux assujettis à l'ISF, ont baissé de 11,6 milliards.
  . En 1998 et 1999, les baisses ciblées de TVA sur les travaux d'amélioration dans les logements sociaux, les abonnements EDF-GDF, certains appareillages pour handicapés, le traitement sélectif des déchets ont représenté près de 8 milliards.
  . Gratuité des cartes d'identité, suppression de la taxe d'examen pour l'obtention du permis de conduire : 1,6 milliard.
  . Réduction des droits de mutation : 4,9 milliards en 1998-1999.
  . Basculement des cotisations maladie sur la CSG : + 17 milliards de pouvoir d'achat pour les salariés du privé.
- **Une fiscalité favorable à l'emploi :**
  . suppression progressive de la part salariale de la taxe professionnelle : plus de 7 milliards en 1999
  . Crédit d'impôt pour création d'emploi : 3 milliards.
- **Des rentrées fiscales plus fortes cette année :**
  Elles tiennent d'abord à la reprise économique et à la hausse du revenu des Français en 1998, en l'absence de toute majoration des barèmes et des taux : + 3,2 % de croissance; 400 000 créations d'emploi; pouvoir d'achat en hausse de 2,8 %; hausse de 4 % de la masse salarial brute; forte hausse des plus-values financières (+22%) et des revenus du capital (+7%)...